

SYRIE

La Chine appelle les parties à concorder leurs efforts pour obtenir un cessez-le-feu

La Chine souhaite que toutes les parties travaillent ensemble pour obtenir un cessez-le-feu durable en Syrie lors de la réunion du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), a déclaré hier l'envoyé spécial de la Chine pour la crise en Syrie, Xie Xiaoyan.

Les grandes puissances mondiales et régionales se sont réunies à Vienne pour tenter de trouver une solution au conflit meurtrier en Syrie. «Nous souhaitons que toutes les parties fassent des efforts pour



Photo : DR

obtenir un cessez-le-feu durable et faire progresser l'aide humanitaire» en Syrie, a déclaré M. Xie, envoyé chinois pour les pourparlers du GISS, à la presse avant l'ouverture de la réunion.

«Nous sommes à un moment critique. Nous sommes conscients du rôle du cessez-le-feu et de l'ouverture de l'accès à l'aide humanitaire. Nous devons tous prendre conscience de l'importance de ces questions, aussi complexes soient-elles. Nous devons également faire preuve de patience. Des progrès seront faits petit à petit, et des solutions définitives viendront», a-t-il déclaré. La communauté internatio-

nale a plaidé pour un cessez-le-feu durable en Syrie, la trêve ayant été rompue à plusieurs reprises.

Des années de conflit en Syrie ont conduit à une catastrophe humanitaire, et de nombreux Syriens fuient vers d'autres pays et régions, ce qui a entraîné une crise migratoire dans l'Union européenne (UE) et la montée du groupe terroriste Daesh.

Co-présidé par la Russie et les Etats-Unis, le GISS a été formé en novembre 2015 en vue de mettre fin au conflit en Syrie. L'UE, la Ligue arabe, la Chine, l'Iran, la Turquie et l'ONU sont également membres du groupe.

MAURITANIE

La Cour suprême ordonne la libération de militants anti-esclavagistes emprisonnés

La Cour suprême mauritanienne a ordonné mardi la remise en liberté immédiate de militants anti-esclavagistes condamnés à deux ans de prison ferme en janvier 2015, requalifiant les faits en délit passible d'un an d'emprisonnement maximum, selon leur avocat.

«La Cour a ordonné la libération de Biram Ould Dah Ould Abeid et Brahim Ould Bilal», a déclaré à l'AFP l'avocat, Brahim Ould Ebetty. Officiellement, l'esclavage a été aboli en 1981 en Mauritanie mais certaines de ses pratiques perdurent, une situation dénoncée avec véhémence par M. Ould Abeid, candidat malheureux à l'élection présidentielle de juin 2014.

La haute juridiction a requalifié les faits, d'appartenance à une organisation non reconnue et de rébellion contre la force publique, en attroupement maintenu après les premières

sommutations, passible de deux mois à un an de prison, a précisé M^e Ould Ebetty.

«La Cour suprême a estimé que le tribunal de Rosso (sud) et la cour d'appel d'Aleg (centre) ont fait une mauvaise qualification des faits qui sont reprochés aux deux hommes», a-t-il indiqué, en référence aux juridictions qui les ont condamnés, respectivement en janvier 2015 et en août 2015.

«Les peines qu'ils auraient dû encourir ne devaient pas dépasser un an, or, cette période étant dépassée, les deux hommes doivent être immédiatement libérés», selon l'arrêt de la Cour suprême, qui a renvoyé le dossier devant une «cour d'appel autrement constituée», a-t-il ajouté. Selon lui, cette dernière devra sans «doute se réunir pour annuler les précédentes décisions ou agir dans la limite de la nouvelle qualification décidée par la haute juridiction», sans indication dans l'immédiat sur la date de ce nouveau procès. Contactée par l'AFP, une source pénitentiaire a affirmé que les

démarches ont été entreprises pour la remise en liberté des deux hommes dont les sympathisants ont manifesté mardi devant le Palais de justice pour réclamer leur libération.

Biram Ould Dah Ould Abeid, président de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA), une ONG anti-esclavagiste, et son adjoint Brahim Ould Bilal, ont été condamnés avec Djiby Sow, président d'une ONG qui lutte pour les droits culturels, à la suite de leur arrestation en novembre 2014 à Rosso.

Djiby Sow a bénéficié en juin 2015 d'une mesure de liberté provisoire pour raisons de santé.

Selon M^e Ould Ebetty, «l'arrêt n'a pas parlé du troisième homme, M. Sow, mais celui-ci bénéficie automatiquement de cette décision qui annule la procédure qui a servi à la condamnation du groupe».

«Je suis satisfait que la Cour suprême ait dit la loi et qu'il n'y ait plus de prisonnier d'opi-

nion dans mon pays», a réagi l'avocat, estimant que ses clients sont «illégalement emprisonnés et que le droit leur accorde la liberté de leur opinion».

Malgré l'abolition officielle de l'esclavage dans ce pays de 3,8 millions d'habitants d'origine arabo-berbère — les Maures — et d'Afrique subsaharienne — les Nègro-Africains, le phénomène persiste, selon des ONG, notamment sous la forme de cession gratuite par les descendants d'esclaves d'une partie de leur récolte à leurs maîtres traditionnels.

En août 2015, la Mauritanie a adopté une nouvelle loi faisant de l'esclavage un «crime contre l'humanité», réprimé par des peines allant jusqu'à 20 ans de prison ferme, contre cinq à dix ans auparavant.

Le pays s'est également doté en décembre de trois tribunaux spécialisés dans les affaires d'esclavage et a décrété le 6 mars «Journée nationale de lutte contre les pratiques esclavagistes».

TCHAD

Ouverture d'une enquête sur la disparition de militaires lors de la présidentielle

Le procureur de la République du Tchad a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la disparition d'au moins 20 militaires au lendemain de la présidentielle du 10 avril dans le pays.

«Les enquêteurs ont auditionné les responsables des médias nationaux, tant de la presse écrite que parlée, les responsables de quelques organisations des droits de l'Homme, les responsables de certaines institutions hospitalières, et trois familles sans nouvelles de leurs parents ont été entendues», a indiqué lundi soir le procureur, Alghassim Khamis.

Des médias nationaux affirment que de 40 à 60 membres des forces de défense et de sécurité seraient portés disparus depuis le 9 avril. Les militaires, ainsi que les nomades, ont voté un jour avant les autres électeurs pour ce scrutin qui a vu la réélection pour un 5^e mandat d'Idriss Deby Itno.

«Une liste de 13 personnes appartenant aux forces de défense et de sécurité présentées comme n'ayant pas regagné leur domicile depuis le vote des militaires a été communiquée à la direction de la police judiciaire par une ONG nationale de défense des droits de l'Homme», a précisé le procureur de la République.

Selon lui, «il est prévu l'audition des chefs hiérarchiques et autres responsables de l'état-major des armées», ainsi que l'audition des candidats battus à la présidentielle et qui avaient les premiers alerté la presse le 18 avril au sujet des disparitions.

DES ATTENTATS SANGLANTS FRAPPENTLA CAPITALE IRAKIENNE

Nouveau carnage à Bagdad

Des attentats ont fait mardi au moins 39 morts et plus de 100 blessés à Bagdad, frappée pour la deuxième fois en une semaine par des attaques sanglantes attribuées à Daesh.

Plus de 140 personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées depuis mercredi dernier par ces attentats visant des lieux publics des quartiers chiites de la capitale irakienne.

De telles attaques montrent que les autorités ont échoué à mettre en place des mesures de sécurité efficaces à Bagdad dans le cadre de la lutte contre Daesh.

L'attaque la plus meurtrière, un attentat suicide à la voiture piégée, a frappé le quartier à majorité chiite de Sadr City, dans le nord de Bagdad, faisant 21 morts, selon des sources médicales et des responsables de la sécurité.

Une autre a frappé le quartier de Chaab, dans le nord de Bagdad, tuant au moins 15 personnes.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur Saad Maan a indiqué que cette attaque avait été perpétrée par une femme kamikaze. Mais Daesh a

revendiqué l'attaque en affirmant qu'elle avait été commise par un homme, identifié comme Abou Khattab al-Iraqi, qui a jeté des grenades avant de faire détoner sa ceinture explosive.

Les attaques suicide menées par des femmes sont rares en Irak, notamment ces dernières années. Dans l'une des plus meurtrières, deux Irakiennes souffrant d'un handicap mental avaient tué, en se faisant exploser, une centaine de personnes sur un marché de Bagdad en 2008.

Un troisième attentat perpétré mardi à l'aide d'une voiture piégée a fait au moins trois morts dans le district de Rachid, dans le sud de la capitale, selon les responsables.

Aucun groupe n'a revendiqué dans l'immédiat cette attaque mais Daesh avait déjà affirmé être derrière une série d'attentats récents à Bagdad et près de la capitale qui ont fait plus d'une centaine de morts. Le 11 mai, au moins 94 personnes avaient notamment été tuées dans trois attentats à la voiture piégée à Bagdad, dont un à Sadr City, lors de la journée la plus meurtrière dans la capitale irakienne cette année.

Cette recrudescence intervient alors que Daesh recule en Irak où il s'est

emparé de vastes pans du territoire en 2014. Depuis, les forces irakiennes soutenues par les frappes de la coalition internationale ont repris le contrôle de plusieurs villes, dont Tikrit et Ramadi, respectivement au nord et à l'ouest de Bagdad.

Mais les terroristes conservent des places fortes, dont Mossoul, deuxième ville du pays, et gardent la capacité de frapper à Bagdad ou ailleurs dans le pays. Des milliers de membres des forces de sécurité irakiennes ont été formés et entraînés pour lutter contre Daesh, mais les failles en matière de sécurité demeurent très importantes.

Des détecteurs d'explosifs, achetés par les autorités pour plusieurs millions de dollars dans les années 2000, restent largement utilisés dans le pays alors qu'ils ne fonctionnent pas. L'homme qui les avait vendus a été condamné pour fraude à Londres à dix ans de prison en 2013.

Beaucoup mettent par ailleurs en doute l'efficacité des barrages autour de la capitale, qui provoquent des embouteillages monstres. La vérification des papiers d'identité et la fouille des véhicules y sont menées de façon superficielle.